

Unité bidépartementale Eure-Orne  
Cité administrative  
Place Bonet  
CS 40020  
61007 ALENÇON

ALENÇON, le 31/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMIRTOM de la Région de l'Aigle**

LA DECHETTERIE

LIEU DIT LES CHAMPS ROUGES  
61300 SAINT-OUEN-SUR-ITON

Références : 61\_2023\_n°77\_VV

Code AIOT : 0005302584

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement SMIRTOM de la Région de l'Aigle implanté Les Champs Rouges BP174 Saint Ouen sur Iton 61300 L'Aigle. L'inspection a été annoncée le 28/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La surveillance des eaux souterraines et des eaux superficielles prescrite par l'arrêté préfectoral du 16 Juillet 2018 en raison du remblaiement d'une partie du site avec des mâchefers générés par une ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères aujourd'hui démantelée et qui était implantée dans l'enceinte du site qui a effectivement débuté en fin d'année 2019 doit faire l'objet d'un bilan quadriennal cette année.

Ce bilan permettra, s'il ne détecte pas de dégradation de la qualité des eaux, à l'exploitant de proposer le réexamen des modalités de cette surveillance.

L'exploitant a déclaré la construction d'un quai de transfert des déchets non dangereux le 25 Avril 2019.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMIRTOM de la Région de l'Aigle
- Les Champs Rouges BP174 Saint Ouen sur Iton 61300 L'Aigle
- Code AIOT : 0005302584
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie du SMIRTOM de la région de L'Aigle installée au lieu-dit Les Champs Rouges à Saint-Ouen-sur-Iton est classée à Autorisation pour la collecte de déchets dangereux (DD) apportés par leurs producteurs initiaux, rubrique 2710-1 et à enregistrement pour la collecte de déchets non-dangereux (DND) apportés par leurs producteurs initiaux, rubrique 2710-2. Les déchets verts apportés par les clients sont broyés lors de campagnes de broyage, la déchetterie est soumise à Autorisation pour cette activité sous la rubrique 2791 "Installation de traitement de DND [...]" pour être ensuite compostés sur le site sous le régime de la déclaration, rubrique 2780-1 "compostage de déchets verts [...]".

La déchetterie de St-Ouen-sur-Iton est la déchetterie principale du SMIRTOM et sert pour le regroupement des déchets des deux autres déchetteries avec une fosse à orduresménagères (rubrique 2716) et un silo emballage (rubrique 2714) à Déclaration sous un hangar.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- La constatation du « porter à connaissance » du 25/04/2019
- La défense contre l'incendie
- La gestion des eaux du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	rapports et registres	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	défense incendie	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 18.3 et 19.13 (Titre III)	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Eaux	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Eaux	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Eaux	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	rapports et registres	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 6	/	Sans objet
3	défense incendie	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 16.6 et 19.13 (Titre III)	/	Sans objet
7	Exploitation Zone de transit (déclaration 2714)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre à jour son classement car les quantités de déchets acceptés ont varié depuis la dernière visite, notamment les déchets verts dont la capacité d'accueil est passée de 6,5 m<sup>3</sup> à 60 m<sup>3</sup> et la réception de bouteilles de gaz et de pneumatiques et ce même si il est déjà classé respectivement à Autorisation et à Enregistrement pour les rubriques 2710-1 et 2710-2 (collectes de déchets apportés par leur producteur initial respectivement pour les déchets dangereux et non dangereux).

L'exploitant doit clarifier sa gestion des eaux du site, notamment le caractère opérationnel de sa réserve en cas d'incendie et de sa rétention et empêcher les rejets directs du bassin n°2 vers le milieu naturel.

L'exploitant doit disposer de 120 m<sup>3</sup> d'eau pour la lutte contre l'incendie et du même volume libre pour la rétention des eaux d'extinction.  
Enfin, l'exploitant doit transmettre un plan de ses installations sur lequel doit figurer le réseau d'eau pluviale conformément à l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2002.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : rapports et registres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et leurs annexes seront implantées, aménagées et exploitées conformément aux données techniques contenues dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Tous les plans, schémas relatifs à ces installations seront à la disposition de L'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une centrale d'enrobage appartenant à la société Eurovia était présente sur le site jusqu'en 2016 au moins, elle a été évacuée.</p> <p>La déchetterie recueille deux nouveaux types de déchets non dangereux : le mobilier (60 m<sup>3</sup>), les pneumatiques usagés (30 m<sup>3</sup>) et un déchet dangereux : les bouteilles de gaz (1,5 tonnes).</p> <p>Le volume de déchets verts qui peut être stocké passe de 6,5 m<sup>3</sup> à 60 m<sup>3</sup> et le Thuya (30 m<sup>3</sup>) en est séparé.</p> <p>Le volume de bois qui peut être stocké passe de 60 à 100 m<sup>3</sup>, la capacité d'accueil de DEEE (déchets des équipements électriques et électroniques) de 60 à 90 m<sup>3</sup> et les inertes de 250 à 300 m<sup>3</sup>.</p> <p>En ce qui concerne les déchets dangereux : la quantité de piles et accumulateurs peut atteindre 7 tonnes au lieu de 500 kg, celle des DMS d'une à 5 tonnes et celle d'huiles usagées de 2 à 3 tonnes.</p> <p>Ces changements n'induisent pas de passages de seuils car le site est déjà dans les catégories supérieures du classement pour les rubriques 2710-1 et 2710-2 (collectes de déchets apportés par leur producteur initial respectivement pour les déchets dangereux et non dangereux).</p> <p>Les Thuyas n'étant pas broyés sur place, le broyage peut entrer dans le cadre de la rubrique 2780-1-c) "compostage de déchets verts [...] la quantité de matière traitée étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t/j". Il passe potentiellement un seuil sur cette activité car il y a plus de déchets verts.</p> <p><u>Remarque associée au point n°1 :</u> Une mise à jour de la situation administrative du site est nécessaire, Un courriel récapitulant les changement de capacité de la déchetterie a été envoyé par l'exploitant le 10 mai 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 2 : rapports et registres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre d'évacuation des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  l'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature, la quantité et la destination des déchets stockés et évacués vers des centres de regroupement, de traitement ou de stockage autorisés. Cet état est tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des Installations Classées.  À cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets (à conserver 3 ans).
<b>Constats :</b>  Deux « bordereaux de suivi des déchets dangereux » réceptionnés trackdéchets ont été imprimés et transmis lors de l'inspection. Ils attestent de l'évacuation de déchets dangereux liquides par la société Vidange Ornaise 14/03/2023 et 06/10/2022 ce qui correspond au nettoyage du débourbeur/déshuileur. Le bordereau de suivi des déchets (vidange du débourbeur/déshuileur) de 2021 a été bien rempli, une copie de ce bordereau a été transmise à l'inspection des installations classées. Les déchets issus du débourbeur/déshuileur sont bien suivis et les justificatifs de ce suivi conservés 3 ans. Par ailleurs un registre informatique des déchets sortants qui contenait les informations légales a été consulté lors de la visite. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 16.6 et 19.13 (Titre III)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte interne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Moyens de lutte L'établissement devra disposer des moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présentés. Ces moyens sont présentés, pour chaque partie du site, au titre III du présent arrêté. L'exploitant procédera, semestriellement, à des essais et visites périodiques du matériel et des moyens de secours.  19.13 : Moyens de secours contre l'incendie : L'installation doit être dotée des moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux , sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinctions sont adaptés au risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.  Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par ans.
<b>Constats :</b>  La vérification annuelle a été faite par la société Chubb France le 31/01/2023 : « Vérification annuelle des extincteurs, certains extincteurs ont été remplacés prévoir le remplacement des restants suite au devis » un devis de la société Alert'incendie pour trois extincteurs , il a été signé comme bon pour accord le 20/04/2023. 12 autres ont été remplacés le jour de la maintenance par la société Chubb France. Parmi les quatre extincteurs commandés il y a deux extincteurs à eau et un à poudre. Lors de la visite, par sondage, l'inspection a constaté la présence d'extincteurs visibles et accessibles. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, articles 18.3 et 19.13(Titre III)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte interne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être dotée des moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à moins de 200 mètres au plus de l'installation, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; [...]
<b>Constats :</b>  Le poteau incendie à l'entrée à été supprimé.  <u>Remarque associée au point n°4 :</u> L'exploitant doit garantir l'accessibilité de la prise d'eau sur le bassin n°2 située à proximité des tas de déchets verts et de compost.  <u>Non conformité associée au point n°4 :</u> Le bassin n°3 dédié à la décantation des jus de compost et à la rétention des eaux d'extinction d'incendie peut déborder vers le bassin n°2 et rendre inopérante la prise d'eau sur ce bassin car il contient des jus de compost et des eaux d'extinction d'incendie le cas échéant.  <u>Mise en demeure n°1:</u> L'exploitant doit disposer de 120 m <sup>3</sup> d'eau d'extinction (équivalent à l'usage d'un poteau d'incendie normalisé de 100 mm de débit 60 m <sup>3</sup> /h pendant deux heures) , la rétention doit être étanche et de volume libre minimum de 120 m <sup>3</sup> pour recevoir les eaux d'extinction d'incendie. Il doit s'assurer de couvrir ce besoin sans réutiliser d'eau potentiellement souillée. Enfin il fera valider le caractère opérationnel de sa réserve et transmettra un PV de validation au SDIS et à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> .6mois



**N° 5 : Eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, lavage et entretien des véhicules
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les différents circuits d'eaux résiduelles (pluvial, eaux usées, eaux de procédé) seront de type séparatifs. Le plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets sera régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b>  <u>Non conformité associée au point n°5 :</u> L'exploitant n'a pas pu montrer de plan des réseaux d'eau lors de l'inspection. L'exploitant doit transmettre un plan des réseaux d'eau à l'Inspection des Installations Classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.7																					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la qualité des rejets																					
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																					
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au moins une fois par ans, des mesures seront effectuées par un organisme choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées sur les eaux du bassin n°1, après passage au travers du séparateur d'hydrocarbures. Les analyses porteront sur les paramètres définis à l'article 14.4. <table border="1"><thead><tr><th>Polluant</th><th>concentration en mg/l</th><th>Flux maximum en kg/jours</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES</td><td>35</td><td>30</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td><td>110</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>50</td><td>30</td></tr><tr><td>azote global</td><td>30</td><td>30</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>10</td><td>9</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td><td>9</td></tr></tbody></table>	Polluant	concentration en mg/l	Flux maximum en kg/jours	MES	35	30	DCO	125	110	DBO5	50	30	azote global	30	30	Phosphore total	10	9	Hydrocarbures totaux	10	9
Polluant	concentration en mg/l	Flux maximum en kg/jours																			
MES	35	30																			
DCO	125	110																			
DBO5	50	30																			
azote global	30	30																			
Phosphore total	10	9																			
Hydrocarbures totaux	10	9																			
<b>Constats :</b>  <u>Non conformité associée au point n°6 :</u> La dernière analyse des eaux de surface (par la société Aurea également en charge de celles des eaux souterraines) a été effectuée en 2018, il y a 5 ans ce qui constitue une non conformité. L'analyse de 2018 respecte l'arrêté. Une étude a été effectuée cette année, dont les résultats ont été transmis à la DREAL le 11/04/2023 (après l'inspection) et sont conformes. L'exploitant doit faire effectuer des contrôles au moins une fois par an.  <u>Remarque associée au point n°6 :</u> les valeurs de débit ne sont pas indiquées dans les rapports d'analyse, l'exploitant doit transmettre une estimation du débit aux points de mesures.																					
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																					
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale																					
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois																					

**N° 7 : Exploitation**Zone de transit (déclaration 2714)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle de l'accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Lorsque l'activité de tri, transit, regroupement ou de préparation en vue de la réutilisation est opérée en extérieur, l'exploitant met en place une clôture autour de l'installation de manière à interdire toute entrée non autorisée. Dans le cas contraire, l'interdiction d'accès est a minima matérialisée par un affichage spécifique.
<b>Constats :</b>  Le regroupement des déchets d'emballage déclaré sous la rubrique 2714 se fait dans le hangar attenant à celui de la fosse à ordures ménagères et clairement identifié sur le plan à l'entrée du site comme n'appartenant pas à la zone d'accès publique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales de l'aire de compostage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales recueillies sur la plateforme de compostage seront recueillies avec les jus et orientées vers un bassin étanche de 850 m <sup>3</sup> (bassin n°2 sur le plan en annexe 2). Elles seront intégralement recyclées pour l'arrosage des tas de compost et ne conduiront à aucun rejets dans le milieu naturel.
<b>Constats :</b>  Le bassin n°2 de 850 m <sup>3</sup> a été réaménagé en un bassin n°3 de 120 m <sup>3</sup> et un bassin n°2 de 800 m <sup>3</sup> entre 2004 et 2009. Les eaux de l'aire de compostage s'écoulent dans le bassin n°3 de 120 m <sup>3</sup> puis, par débordement dans le bassin n°2 de 800 m <sup>3</sup> .  <u>Observation :</u> La clôture du bassin était cassée lors de la visite, une photo de la clôture réparée à été envoyée par mail le 15/05/202.  <u>Non conformité associée au point n°8 :</u> Le bassin n°2 est doté d'un trop-plein qui conduit au milieu naturel sans traitement. L'eau ne passait pas par le trop-plein lors de la visite.  <u>Mise en demeure n°2 :</u> L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures nécessaires pour empêcher les rejets dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 9 : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matière dangereuse ou insalubre vers le milieu naturel. Les aires comportant des installations où un écoulement accidentel d'effluents liquides est à craindre, doivent être étanches et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci vers des capacités de rétention. [...]
<b>Constats :</b>  <u>Non conformité associée au point n°9</u> : La cuve d'AdBlue de la station service du site n'est pas sur rétention. L'exploitant doit installer la cuve d'AdBlue sur une rétention de même que pour tout autre produits dangereux stockés sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois